



## LA QUESTION

LE STOCKAGE GÉOLOGIQUE  
N'OFFRE AUCUNE GARANTIE  
DE SÛRETÉ ET NE RÉPOND  
PAS AU PRINCIPE DE  
PRÉCAUTION.

COMMENT ENVISAGER  
L'AVENIR ?

# DÉCHETS EXISTANTS, ON EN FAIT QUOI ?

L'impossible gestion des déchets nucléaires doit occuper d'urgence la place qui lui revient au cœur des choix pour l'avenir énergétique des décennies à venir.

Il aurait été tentant dans cet ouvrage d'aborder, de façon plus complète, les deux questions fondamentales qui agitent le débat aujourd'hui :

Quelles options alternatives de gestion pour les déchets nucléaires existants ?

La relance du nucléaire peut-elle sauver le climat ?

Ces deux questionnements - énormes - ne peuvent se réduire à quelques pages et méritent à eux seuls d'être approfondis, confrontés aux recherches en cours ou à engager d'urgence, débattus avec l'ensemble de la société. Nous avons à construire un avenir commun, et sans nucléaire.

# DÉCHETS EXISTANTS, ON EN FAIT QUOI ?

C'est la question clé. En remettant fondamentalement en question la voie de l'enfouissement qui a été choisie et explorée à Bure, un vide angoissant est créé. Que faire alors des déchets HA et MA-VL déjà produits ?

## En finir avec la politique du pis-aller

« Faire Cigéo répond à une mise en sécurité définitive des déchets radioactifs et évite le report des charges sur les générations futures », affirme toujours l'Andra. Plus que jamais, la filière électro-nucléaire martèle l'idée que seule la voie du stockage géologique serait envisageable et qu'aucune autre ne tiendrait la route. C'est malheureusement aussi ce que répètent bien trop d'élus, qu'ils soient avertis ou désinformés. Pourtant tout converge aujourd'hui vers une seule conclusion : Cigéo est un projet à abandonner en urgence.

Tout reste donc à faire. Des moyens considérables doivent être alloués à la science, au niveau national et international, pour avancer sur des options de gestion les moins dangereuses possibles, à un coût supportable. Il en va du futur de nos enfants, sachant que le legs actuel des déchets existants est déjà infiniment pénalisant. Continuer d'en produire relève d'une absurdité criminelle. Ne dit-on pas « quand la baignoire déborde, il faut d'abord fermer le robinet » ? L'arrêt de leur production est donc incontournable.

Plus de trente ans d'expertise et de mobilisation contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires aboutissent à une orientation, largement partagée au sein d'associations et de collectifs de citoyens et d'élus opposés à l'enfouissement : le changement de cap est inévitable.

## La sortie du nucléaire est impérative, avec :

- Fermeture des centrales nucléaires,
  - Abandon du chantier de l'EPR à Flamanville et de tous les projets de poursuite du programme électronucléaire (nouveaux EPR),
  - Abandon du retraitement du combustible usé,
  - Abandon du projet Cigéo,
  - Réorientation des crédits sur la réduction de la consommation électrique, sur les programmes d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.
- La question du devenir des déchets nucléaires déjà existants doit être posée à la collectivité de façon plurielle, transparente, indépendante des lobbies énergétiques. C'est la condition indispensable afin de construire un projet de société partagé, au service de toutes et tous, soucieux de préserver les ressources, l'environnement et la sécurité des populations.

Les crédits dédiés à l'enfouissement des déchets nucléaires doivent être ré-affectés à la recherche sur d'autres voies de gestion. Dans l'attente, il est impératif de sécuriser les stockages de déchets nucléaires existants. Enfin, la France étant un des pays les plus nucléarisés au monde, la décision doit être prise de ne créer aucun nouveau site nucléaire, afin d'éviter l'aggravation de la dissémination de la radioactivité et la multiplication des transports de matières radioactives.



## « L'enfouissement des déchets radioactifs n'est pas la seule solution », affirme l'IRSN

Il est possible d'entreposer à sec les combustibles nucléaires usés qui s'accumulent dans les piscines de La Hague, affirme un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), ouvrant la voie à un changement radical dans la doctrine de gestion des déchets radioactifs, et rendant inutile le projet d'EDF à Belleville-sur-Loire. Plusieurs pays étudient par ailleurs l'entreposage à sec comme alternative à l'enfouissement. Le raisonnement semblait implacable :

- 1 - les combustibles nucléaires usés déchargés des centrales nucléaires françaises s'entassent par dizaines de cœurs de réacteurs dans les piscines d'entreposage de l'usine de retraitement Orano de La Hague (Manche),
- 2 - ces piscines seront très bientôt pleines,
- 3 - donc EDF doit construire une nouvelle piscine d'entreposage à Belleville-sur-Loire, comme l'a révélé Reporterre en février 2018.

Sauf qu'un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) affirme pour la première fois la faisabilité immédiate d'une autre solution : l'entreposage à sec<sup>[1]</sup>. Une solution déjà mise en œuvre dans de nombreux pays nucléarisés et promue par de nombreux experts et associations, car réputée plus sûre que la conservation en bassin. (...)

### **Certains pays réfléchissent à un entreposage en surface ou en faible profondeur**

L'IRSN a remis mercredi 15 mai 2019 un autre rapport à la Commission nationale du débat public, dans laquelle il dessine le panorama international de toutes les solutions alternatives à l'enfouissement en couche géologique profonde des déchets les plus radioactifs — le projet Cigéo à Bure. Un travail mené au pas de course, en deux mois à peine, et qui s'appuie sur la bibliographie en accès libre de l'AIEA, de l'OCDE, d'autorités nationales de sûreté nucléaires et de scientifiques.

Six « familles » de solutions ont ainsi été envisagées pour se débarrasser de ces déchets ultra-dangereux pendant des centaines de milliers d'années : le stockage dans les fonds marins, l'envoi dans l'espace, l'immobilisation dans la glace, l'entreposage, la séparation-transmutation et les stockages en forage. Les trois premières ont été abandonnées, notamment pour des raisons éthiques, « mais des recherches se poursuivent sur les trois dernières options », précise Jean-Christophe Niel, le directeur général de l'IRSN.

Ainsi, « certains pays réfléchissent à un entreposage en surface ou en faible profondeur pendant plusieurs siècles et travaillent sur la robustesse des installations et les manières de minimiser la maintenance ». Pour ce qui est de la séparation-transmutation, le fait d'isoler les éléments les plus longtemps radioactifs et de les transformer en des éléments à la nocivité moins longue, « des recherches sont en cours sur les réacteurs à neutrons rapides mais de nombreux défis et enjeux de sûreté subsistent pour passer des idées et des dispositifs expérimentaux à des dispositifs industriels ». Enfin, la piste d'enfouir ces déchets très profondément dans la roche de sorte que la roche fonde à leur contact et se mue en barrière protectrice est aussi à l'étude, sans avoir abouti pour le moment. (...)

[1] Les combustibles usés sont extrêmement chauds, et il est nécessaire de les refroidir. On peut soit les mettre dans l'eau, en piscine, soit dans des hangars en surface très ventilés, où la chaleur se dissipe dans l'atmosphère.

**REPORTERRE - 16 MAI 2019**

**EXTRAITS : « L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS N'EST PAS LA SEULE SOLUTION », AFFIRME L'IRSN.**